



**Rapport de missions
2022
Région wallonne**

Table des matières

1	RESSOURCES fédère les entreprises sociales et circulaires autour d'une vision commune.....	3
1.1	Recruter des entreprises sociales et circulaires	3
1.2	Mener une communication efficace entre la Fédération RESSOURCES et ses membres	3
1.3	Renforcer le travail collectif avec les membres	4
1.3.1	Coordonner la filière textile	5
1.3.2	Coordonner la filière DEEE	6
1.3.3	Coordonner la filière Objets du quotidien	8
1.3.4	Coordonner la filière matériaux de construction	10
1.3.5	Coordonner la filière vélos	11
1.4	Développer la connaissance du secteur et de son contexte	12
1.5	Augmenter la reconnaissance du secteur	13
2	RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires	16
2.1	Adopter des positions argumentées sur les enjeux du secteur	16
2.2	Représenter les entreprises sociales et circulaires	18
2.3	Développer des partenariats stratégiques.....	19
2.3.1	Avec IEW et les associations environnementales	19
2.3.2	Avec la Fédération flamande HerWin.....	20
2.3.3	Avec le réseau européen Rreuse	20
2.3.4	Avec les communes, CPAS et intercommunales	21
2.3.5	Avec les fédérations sectorielles	21
3	RESSOURCES favorise l'innovation dans l'économie circulaire, de la fonctionnalité et du numérique.....	22
3.1	Accompagner la digitalisation du secteur	22
3.2	Explorer et tester des activités complémentaires	23
3.3	Identifier et suivre des activités émergentes	23
4	RESSOURCES soutient les entreprises sociales et circulaires dans leur professionnalisation et la concrétisation des leurs finalités économiques, environnementales et sociales	24
4.1	Proposer des conseils juridiques aux membres	24
4.2	Faciliter la rencontre des offres des membres avec les demandes individuelles, collectives et institutionnelles	25
4.3	Poursuivre l'amélioration continue de la qualité des services avec Rec'Up	25
	Liste des annexes.....	26

1 RESSOURCES fédère les entreprises sociales et circulaires autour d'une vision commune

Avec ce premier axe stratégique, RESSOURCES vise à améliorer le flux d'information, les échanges, les connaissances et analyses entre les membres et la Fédération.

La Fédération RESSOURCES va donc poursuivre le développement et l'animation de sa communication interne et des lieux d'échange et de création de projets collectifs par filière, poursuivre le développement de son expertise du secteur et augmenter sa reconnaissance auprès de publics spécifiques.

Dans cet axe, la Fédération vise également à accueillir de nouvelles entreprises sociales et circulaires et à les rassembler autour d'une vision et d'une identité commune forte.

1.1 Recruter des entreprises sociales et circulaires

Depuis quelques années, le nombre de membres de RESSOURCES stagne autour des 60 membres. Aujourd'hui, de plus en plus d'initiatives sociales et circulaires innovantes socialement, économiquement ou développant de nouveaux modèles en économie circulaire naissent et se développent. L'ouverture à ces nouveaux modèles et l'intégration de ces nouveaux acteurs en son sein constituent un enjeu majeur pour RESSOURCES.

Actions

- Identifier les entreprises sociales et circulaires candidates potentielles
- Proposer une offre de services attractive de la Fédération envers ses membres potentiels
- Accompagner les candidats membres et soutenir leur candidature
- Accueillir efficacement les nouveaux membres

Délivrables

- Liste des candidats membres potentiels identifiés
- Liste des candidats membres
- Liste des membres de RESSOURCES

Rapport 2022

L'Assemblée générale du 9 juin 2022 a accepté les candidatures de Solidarité Virton et de L'Ilot et a acté les démissions d'Ecotop, Happinest et Filbois.

L'Assemblée générale du 7 décembre 2022 doit se prononcer sur les candidatures de Vites.be, Entra, R-Use Fabrik, Livr 'ensemble, Circularité et Relocalisation (Recyclerie 1170), Cortil, La Teignouse et le CPAS de Comblain-au-Pont et sur l'exclusion de Sitelux.

Si l'AG de décembre confirme les propositions du CA, en 2022, RESSOURCES aura accueilli 10 nouveaux membres et sympathisants, dont 6 ont leur siège social en Région wallonne, et en aura perdu 4, dont 3 wallons. Avec tous ces changements, RESSOURCES comptera 73 membres et sympathisants, dont 53 ont leur siège social en Région wallonne (annexe 1.1.1).

Par ailleurs, RESSOURCES poursuit l'identification de membres potentiels.

1.2 Mener une communication efficace entre la Fédération RESSOURCES et ses membres

Afin que la Fédération puisse mener à bien sa mission, il est nécessaire de développer des canaux de communication fluides et efficaces dans le but d'informer les membres et de collecter toute information utile à la réalisation des objectifs de la Fédération.

Actions

- diffuser une newsletter tous les 15 jours ;
- organiser les CA et 2 AGO annuelles ;
- rédiger deux rapports de mission annuellement ;

- organiser une réunion informative pour les nouveaux membres ;
- réaliser une enquête de satisfaction auprès des membres.

Délivrables

- 18 newsletters
- 6 CA par an
- 2 AGO par an
- 1 rapport d'activités annuel

Rapport 2022

En 2022 RESSOURCES a publié 15 newsletters, 3 newsletters spécifiques à la Fête de la Récup' et 6 Flash Info. Ces newsletters constituent le support principal de la communication interne au réseau des membres et partenaires de la Fédération. Les rubriques les plus consultés sont celles liées à l'accompagnement et au financement de projets, les notes juridiques et de positionnements. Enfin le format Edito en début de Newsletter attire de nouveaux lecteurs.

Conformément au plan opérationnel, le format des newsletters a été revu en y intégrant un volet *édito*, une *note d'analyse* et/ou de *positionnement* ainsi qu'un volet *info* et/ou *interview*, le cas échéant. Les volets *Fédération*, *coup de pouce*, *membres*, *inspiration*, *juridique*, *projet* et *agenda* ont été maintenus. Un rythme de parution bimensuel a été appliqué. La densité du contenu a été revue avec une forme plus synthétique renvoyant le cas échéant vers un lien de contenu. Afin de coordonner cette évolution en interne, un agenda éditorial a été établi et la sélection des thématiques "analyse" et "positionnement" s'établissent en coordination avec l'équipe.

Fin janvier, une analyse de satisfaction à destination des membres et de l'équipe a été diffusée, 90% des répondants s'estiment satisfaits de l'évolution du format et de la fréquence. Le nombre d'abonnés à la newsletter est en constante augmentation avec 273 abonnés et un taux d'ouverture de 47%, en moyenne.

RESSOURCES a tenu deux assemblées générales, les 9 juin 2022 et 7 décembre 2022, et 8 Conseils d'administration, les 10 février, 24 mars, 19 mai, 13 juillet, 05 octobre, 15 novembre et 7 décembre.

Le Rapport d'Activités 2021 de la Fédération a été communiqué dans le cadre de l'Assemblée générale de RESSOURCES le 9 juin 2022.

Deux réunions d'accueil des nouveaux membres et collaborateurs ont été organisées en septembre et décembre. Ces réunions permettent de présenter les missions et services de la Fédération, de les impliquer dans les projets et filières et de les mettre en contact avec l'équipe de RESSOURCES.

Trois journées de formation d'équipe ont été programmées au mois juin afin de développer les compétences de toute l'équipe en animation de groupe et suivi de projets.

1.3 Renforcer le travail collectif avec les membres

Le travail d'une Fédération prend son sens dans le développement de projets collectifs rassemblant l'ensemble ou une partie des membres autour d'un intérêt commun. Pour se faire, il est crucial de créer des lieux dédiés à ce travail collectif et de développer un cadre de travail inclusif et ambitieux.

Depuis sa création, Ressources travaille avec ses membres regroupés en filières. Ces filières, de plus en plus nombreuses continueront à occuper une place centrale pour développer et mener des actions collectives au sein de la Fédération.

Les filières constituent donc le lieu privilégié de mise en œuvre du plan stratégique de la Fédération. Le travail collectif réalisé en leur sein s'articule autour de cinq axes :

- Échanger des informations et expériences entre entreprises aux activités similaires ;
- Analyser et identifier les menaces et perspectives de développement de la filière ;
- Adopter de positions relatives aux enjeux de la filière (REP, collecte sélective...) ;
- Développer des projets collectifs d'innovation, de développement ou de professionnalisation ;
- Développer des partenariats stratégiques avec des acteurs stratégiques (Fédérations sectorielles, Autorités locales, organismes de reprises)

1.3.1 Coordonner la filière textile

La filière Textile comprend 24 membres dont 20 actifs en Wallonie. C'est une filière hétérogène car elle regroupe des petites et des très grandes entreprises, des entreprises mono-filières et des entreprises actives sur plusieurs flux, des entreprises actives pour l'insertion socioprofessionnelle et des entreprises qui fonctionnent davantage avec des bénévoles.

Les trois plus grandes entreprises membres sont actives dans la collecte par bulles et sur le marché international du textile de seconde main. Elles sont réunies au sein de la coordination TOP.

Toutes les entreprises sont concernées par

- La détérioration de la qualité du textile neuf ;
- La multiplication des opérateurs privés dans le secteur (collecte, vente en ligne, vide-dressing, etc.) qui diminue d'autant la quantité et la qualité du textile collecté ;
- Le positionnement de plus en plus clair de la grande distribution comme gestionnaire des textiles de seconde main.
- Les collectes illégales et les vols ;
- Le peu de débouchés en matière de recyclage/remanufacturing ;
- L'obligation européenne de collecte sélective.
- L'éventuelle mise en place d'une REP pour les textiles.

Actions

- Coordonner et animer les réunions de filière et de la coordination TOP (collecteurs) ;
- Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;
- Identifier et développer de nouvelles stratégies et projets innovants de collecte, de traitement et de commercialisation des textiles dans le cadre d'un travail collectif avec les membres ;
- Participer au groupe de travail « textile » de Circular Wallonia ;
- Défendre la position du secteur relative à la collecte sélective ;
- Défendre la position du secteur relative à une REP ;
- Contribuer à l'étude d'impacts environnementaux et économiques de la future REP textile ;
- Développer un dialogue constructif avec les intercommunales sur la collecte textile des recyparcs et les coûts d'évacuation des déchets de la filière ;
- Soutenir la nécessité de lutter plus efficacement contre les collectes illégales.

Délivrables

- La liste des membres de la filière
- Des propositions de projets pilotes par les membres
- Un rapport sur les relations entre les membres et les intercommunales
- Un rapport relatif aux collectes illégales sur le territoire wallon

Rapport 2022

RESSOURCES a identifié de nombreuses bulles de collecte illégalement placées (Mensen hulp Vzw). RESSOURCES a prévenu les communes concernées pour faire retirer les bulles et a interpellé le cabinet de la Ministre de l'Environnement et le DPC. Une réunion des trois parties (Cabinet Tellier, DPC et RESSOURCES) a eu lieu le 7 juin afin d'établir les modes d'actions à mener pour lutter au mieux contre ces pratiques récurrentes. RESSOURCES a transmis ses informations qui permettent de rendre compte le plus précisément possible de l'importance du phénomène et de ses impacts.

Depuis août 2022, RESSOURCES et ses membres ont fait parvenir au DPC une dizaine de tracts qui annonce des collectes illégales en porte à porte. Cette recrudescence de collectes illégales inquiète RESSOURCES qui s'interroge sur les actions mises en place pour y mettre fin. Les derniers contacts entre Terre asbl et un juge d'instruction font craindre un classement sans suite des dossiers.

Une réunion entre Terre asbl et le cabinet de la Ministre de l'Environnement est prévue le 6 décembre afin d'obtenir un plan d'actions concret contre les collectes illégales incluant les différents niveaux de pouvoir concernés. Les entreprises sociales ne peuvent pas financer cette lutte elles-mêmes.

Par ailleurs, des vols de textiles sont constatés dans les bulles de Terre asbl. Deux plaintes ont été déposées dans les zones de police concernées (Mettet et Nivelles) par Terre asbl.

RESSOURCES a repris contact avec le BEP au premier semestre 2022 dans l'objectif d'obtenir des futurs cahiers des charges relatifs à la collecte des textiles en recyparc qui intègrent mieux des objectifs sociaux et environnementaux afin que les entreprises sociales puissent répondre de manière plus égalitaire aux offres de marché aux côtés des collecteurs d'économie classique. Le cahier des charges du BEP nous est parvenu début novembre 2022. Les remarques et propositions de RESSOURCES ont été prises en compte, ce qui rend le marché plus égalitaire et permet aux entreprises sociales de répondre plus favorablement.

RESSOURCES participe au GT textile du plan Circular Wallonia. Centexbel, qui coordonne la Task Force s'est orienté vers la réalisation d'études. Dans un premier temps, RESSOURCES a signalé le risque de redondance des études proposées avec d'autres menées notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la REP textile. RESSOURCES a décidé de participer à un consortium avec Groupe One et Wallonie design pour remettre une offre pour une étude sur la réparation.

Pour RESSOURCES, le travail de la Task Force doit permettre aux entreprises sociales de se positionner sur leur implication potentielle dans la recherche et le développement d'un tri matière fin pour la partie recyclable. Une rencontre est prévue en ce sens entre RESSOURCES, les centres de tri et Centexbel avant la fin de l'année 2022.

1.3.2 Coordonner la filière DEEE

La filière DEEE (IT compris) comprend 24 membres. La diversité des activités des membres de cette filière est grande ; certains sont collecteurs et préparent à la réutilisation, d'autres font essentiellement de la préparation à la réutilisation. Certaines entreprises sont actives pour l'insertion socioprofessionnelle alors que d'autres ont fait de leur cœur de métier la formation. Les métiers sont également diversifiés compte tenu de la spécificité des compétences demandées pour les différents types d'appareils DEEE (gros blancs, IT, petits électros). Certains acteurs sont reconnus par Recupel, d'autres pas. Certaines activités sont rémunérées par Recupel, d'autres pas.

Les garanties offertes sur les biens de seconde main sont un atout majeur pour rassurer le client sur la qualité et le service des biens revendus. Pour ce faire, RESSOURCES et ses membres ont développé le label ElectroREV. Ce label est un levier pour promouvoir la vente des biens électroménagers et doit faire l'objet d'une attention particulière. Ce projet assure également la professionnalisation des ateliers de réutilisation du secteur et permet un échange de bonnes pratiques entre membres de cette filière.

Actions

- Coordonner et animer les réunions de filière et des sous-groupes GB, PEM et IT ;
- Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;
- Identifier, analyser et favoriser de nouvelles stratégies et projets pilotes de collecte, de traitement, de commercialisation et de réparation/maintenance des DEEE dans le cadre d'un travail collectif avec les membres ;
- Développer des collaborations opérationnelles avec des opérateurs privés (CTR/CTQ) et des producteurs ;
- Négocier avec Recupel un système de rémunération et des conditions favorables à la préparation à la réutilisation ;
- Mettre en œuvre et suivre la convention avec Recupel.
- Organiser et coordonner les réunions ElectroREV
- Maintenir les normes à jour
- Organiser les audits de certification
- Étudier la faisabilité d'étendre le label aux petits électros et au matériel informatique
- Promouvoir le label auprès d'autres entreprises sociales
- Gérer l'image du label électroREV (site web, outillage des membres, projets communs, presse)

Délivrables

- La liste des membres de la filière

- Les rapports de réunions avec Recupel
- Des propositions de projets pilotes
- Un rapport sur l'extension du label ElectroREV
- Liste des membres labellisés
- La liste des points de vente de produits labellisés

Rapport 2022

➤ *Coordonner et animer les réunions de filière et des sous-groupes PEM et IT ;*

Le sous-groupe PEM s'est focalisé sur

- le reporting de leurs activités conforme à la nouvelle convention Recupel ;
- les pratiques de reconditionnement pour le petit électro ;
- la mise à disposition de supports pédagogiques pour stimuler la réparation ;
- la visite d'un centre de réutilisation en région flamande.

Le sous-groupe IT a envisagé une candidature commune à un marché public européen. Les discussions ont mené à un accord à la construction d'un consortium dans lequel RESSOURCES jouera le rôle de facilitateur. Les acteurs attendent la publication du cahier de charge du marché public pour avancer sur la procédure de consortium.

➤ *Organiser et coordonner les réunions ElectroREV (ou sous-groupe GB)*

Sur base de la nouvelle dynamique de coordination des filières, 4 réunions ont été organisées avec les membres :

- Stratégique (8/02/2022) : cette réunion est le début d'une approche plus stratégique pour dynamiser la filière. Elle avait pour but d'explorer l'évolution future des activités des acteurs des économies circulaire et sociale.
- Opérationnelle (17/05/2022) : cette réunion avait pour but d'échanger sur le quotidien des membres et de s'aligner sur les points opérationnels. Ces derniers ont réitéré leur volonté de travailler de manière plus étroite avec les distributeurs.
- Technique (22/09/2022) : les chefs d'atelier ont avancé sur la mise à jour de certains critères d'ElectroREV.
- Opérationnelle (17/10/2022) : les coordinateurs.rices ont échangé sur leurs actions face à l'inflation des coûts (dont ceux énergétiques) et ont défini leurs conditions pour une collaboration avec un acteur de la distribution.

➤ *Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;*

Les données 2021 ont été remises à Recupel le 18 février 2022.

Les membres qui ne sont pas intégrés au système Recupel ont été invités à fournir leurs données à Beweee et à RESSOURCES.

➤ *Identifier, analyser et favoriser de nouvelles stratégies et projets pilotes de collecte, de traitement, de commercialisation et de réparation/maintenance des DEEE dans le cadre d'un travail collectif avec les membres ;*

La réunion du 8/02/2022 a permis de préciser d'éventuelles futures développement d'activités des membres. Le sujet des activités de réparation/maintenance a été confirmé et traité via :

- La journée de la réparation (15 octobre 2022) inscrite durant la semaine de la réparation (du 10 au 16 octobre 2022). Dans ce cadre, Repair Together a coordonné la campagne « Repair Everywhere » (voir annexe 1.3.2.1).
- Le suivi des travaux de la Commission européenne sur le droit à la réparation dans le cadre du pacte vert européen.
- La contribution à la rédaction d'un avis de Repair Together sur le projet de loi fédéral sur l'indice de réparabilité (voir annexe 1.3.2.2).
- La recherche de partenariat avec des producteurs (cfr 3.2.)

➤ *Négocier avec Recupel un système de rémunération et des conditions favorables à la préparation à la réutilisation ; Mettre en œuvre et suivre la convention avec Recupel.*

Les négociations avec Recupel sur une nouvelle convention-cadre ont abouti en avril 2022. La convention couvre les Petits électro-ménagers (PEM) et inclut une rémunération des activités de préparation au réemploi progressive de 60€ à 120€ par tonne. En revanche, la convention n'intègre aucune avancée réelle pour rendre la collecte Recupel plus préservante.

Pour appliquer au mieux la convention, un programme a été construit comprenant, entre autres, un webinaire sur le reporting à Recupel. La collecte des chiffres 2022 (en février 2023) permettra une première évaluation de la mise en œuvre de la convention.

L'accès aux différents gisements et un système de collecte plus préservant sont les prochains enjeux que RESSOURCES traitera avec Recupel.

➤ *Organiser les audits de certification*

Les audits de certification de RAPPEL, des Petits Riens et du Plein Air ont eu lieu respectivement le 23 juin, le 15 septembre et le 4 octobre 2022. Ces audits ont pu permettre une discussion sur la mise à jour de certains critères d'audit afin de prendre en compte les outils techniques à disposition ainsi que la consommation d'énergie.

➤ *Étudier la faisabilité d'étendre le label aux petits électros et au matériel informatique*

RESSOURCES développe une proposition de procédures communes de révision des PEM les plus « populaires » (ex : four à micro-onde, machine à café, etc.) avec Repair Together et la Ressourcerie Le Carré.

Les propositions développées sur les pratiques de reconditionnement pour le petit électro et la mise à disposition de supports pédagogiques pour stimuler la réparation doivent encore être discutées avec les centres de réutilisation concernés.

La faisabilité d'un travail similaire dans la fraction IT doit encore être confirmée avec les acteurs.

➤ *Promouvoir le label auprès d'autres entreprises sociales*

Circular Brussels, nouveau membre de Ressources, vise à créer une activité de reconditionnement de Gros Blancs et est à ce titre intéressé par le label ElectroREV. RESSOURCES a invité Circular Brussels à deux réunions electroREV qui va poursuivre sa démarche de labélisation.

1.3.3 Coordonner la filière Objets du quotidien

La filière Objets du quotidien regroupe 28 entreprises de taille et de vocation très différentes, mais qui se rejoignent par une activité de réutilisation de biens de seconde main. On y retrouve des objets encombrants tels le mobilier, les matelas ou la décoration, mais aussi des objets plus petits comme les livres, la vaisselle ou les jouets.

Ces opérateurs généralistes répondent à un besoin de la population qui souhaite se débarrasser de ce qu'elle a en trop et qui est inusité, mais aussi de proposer des magasins de seconde de main au large choix. Certaines entreprises disposent de centres de tri permettant de traiter une quantité importante d'objets tandis que d'autres fonctionnent plus sur base d'apport qualitatif.

Au niveau des objets du quotidien, l'enjeu consiste à développer des circuits de réemploi locaux. RESSOURCES réunit dès lors les acteurs de la Fédération pour voir quelles sont les synergies opérationnelles possibles pour développer les services dans une région (collecte, traitement et vente). Dans la même optique, il conviendra d'activer des contacts au niveau de chaque intercommunale en charge des matières en lien avec l'activité de nos opérateurs (déchet et économie circulaire). L'objectif est de développer des pôles territoriaux des acteurs de la récup' en économie sociale au niveau de chaque zone d'intercommunale de la Région wallonne.

Enfin, certains flux font ou feront l'objet d'une REP ou d'une collecte sélective (matelas, meubles, jouets et objets réutilisables). RESSOURCES rassemble ses membres actifs sur chacun de ces flux afin de contribuer à des systèmes de REP ou de collecte sélective opérationnels qui soutiennent et favorisent le réemploi et la préparation au réemploi.

Actions

- Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;
- Coordonner et animer les réunions de filière sur base de 8 pôles territoriaux en RW :
 - o Réaliser un état des lieux du réemploi et des services rendus sur la zone ;
 - o Définir un plan de développement des collectes, magasins et ateliers ;
 - o Favoriser des collaborations opérationnelles entre opérateurs ;
 - o Construire un partenariat stratégique avec les communes et intercommunales de la zone.
- Soutenir le développement de magasins « multiflux » et des services complémentaires, notamment de donneries, d'éco-fonctionnalité et d'économie collaborative ;
- Suivre et analyser les projets pilotes et test de collectes d'objets réutilisables en recyparcs ;
- Suivre la mise en œuvre, évaluer et proposer des améliorations de la REP matelas ;
- Suivre le développement d'une collecte sélective d'objets réutilisables ;
- Soutenir une proposition de REP meuble favorable au réemploi ;
- Adopter et soutenir une position du secteur sur la future REP jouets.

Délivrables

- La liste des membres de la filière
- Un rapport sur l'avancement des pôles territoriaux
- Un rapport sur la mise en œuvre de la REP matelas
- Une position sur la collecte sélective des objets réutilisables
- Une position sur une REP meuble
- Une position sur une REP jouet

Rapport 2022

• Pôles territoriaux

RESSOURCES a été actif sur 5 territoires :

- Luxembourg : RESSOURCES accompagne ses membres dans la création et le développement de la Ressourcerie Famenne-Ardenne-Gaume. Le projet propose un service de collecte d'objets du quotidien réutilisables sur l'ensemble de la zone IDELUX et prospecte les communes pour obtenir leur soutien. Aucun accord n'a encore été trouvé avec IDELUX pour pérenniser le service de collecte à domicile. Fin 2022, 18 communes soutiennent, y compris financièrement, le projet.
- Sud-Hainaut : RESSOURCES accompagne R-Sud Hainaut, devenu membre en 2021, dans la négociation de la convention de collaborations avec IPALLE (financement et hébergement) et sur le développement des activités de collecte et de vente.
- Charleroi : RESSOURCES conseille L'ilot, un nouveau membre, dans la relance de l'activité de réutilisation et dans le développement de collaboration avec les membres actifs sur le territoire (LRVS, Transform).
- Cœur de Hainaut : RESSOURCES conseille ses membres, IDEA, HYGEA et le CPAS de La Louvière qui ont des projets de développement de ressourceries et tente de rapprocher les visions dans l'optique d'aboutir à un projet cohérent et qui inclut l'ensemble des acteurs intéressés.
- Brabant wallon : RESSOURCES a conseillé InBW dans sa volonté de créer un espace réutilisation au sein de ces recyparcs. Pour ce faire, elle a réalisé une note d'orientation (Annexe 1.3.3.1).

Outre le développement des magasins (réaménagement de Restor à Tubize, ouverture à Trois-Ponts), RESSOURCES suit le projet de donnerie intégrée au magasin de seconde main de l'Envol à Soignies, le partenariat entre Usitoo et la Ressourcerie du Val de Sambre pour proposer des objets de seconde main en location et le partenariat entre PMR Recup et la Ressourcerie Namuroise pour développer une offre de matériel médical.

• Collecte de réutilisables en recyparc

RESSOURCES collecte les informations sur les projets pilotes de collecte d'objets réutilisables en recyparc en vue de les typologiser et d'évaluer leurs systèmes et performances.

- **REP matelas**

Cfr 2.1.

- **Collectes sélectives de biens réutilisables**

Cfr 2.1.

- **REP meubles**

Cfr 2.1.

1.3.4 Coordonner la filière matériaux de construction

Le secteur de la construction est un pourvoyeur important par le volume et la variété des déchets qui pourraient être réutilisés. Ce secteur reste cependant encore relativement peu attractif pour les EES tant les contraintes sont nombreuses : réglementation sectorielle contraignante, nécessité de normes pour certains produits, contraintes d'espaces de stockage, coûts de main-d'œuvre et logistique, filière peu connue, etc.

RESSOURCES sensibilise les acteurs à la réutilisation des matériaux de construction et cherche d'éventuelles pistes de développement en la matière.

Actions

- Coordonner et animer les réunions de filière ;
- Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;
- Identifier des projets de collecte, traitement et revente de matériaux ;
- Développer, en collaboration avec SAW, une animation économique des acteurs ES de la construction ;
- Participer au groupe de travail « construction » de Circular Wallonia ;
- Participer activement à la section déchets-ressources du Comité technique construction ;
- Poursuivre les échanges avec la CCW (cahier des charges, inventaires des déchets de démolition, BIM, actions auprès d'architectes, etc .)

Délivrables

- La liste des membres de la filière matériaux de construction ;
- Des projets innovants ;

Rapport 2022

La filière construction se focalise actuellement sur des projets « industriels » de déconstruction. Les matériauthèques consistent en des projets de petite taille et regroupent plusieurs « flux » différents. La filière a dès lors décidé qu'il fallait traiter spécifiquement ces deux activités. Les matériauthèques s'inscrivent plus dans la filière « Objets du quotidien ». La déconstruction est plutôt liée au secteur de la démolition et de la construction.

Actuellement, la filière regroupe deux entreprises membres de RESSOURCES : Re-trival et Bati-Terre.

Les deux membres actifs dans la déconstruction et la préparation au réemploi de matériaux de construction ont commencé la vente en ligne sur leurs sites propres.

RESSOURCES soutient l'élaboration et le développement de projets, notamment par de la mise en réseau avec les acteurs existants :

- La Ressourcerie Le Carré a démarré une activité de ventes de matériaux de construction de réemploi en Wallonie Picarde avec comme objectif de se lancer dans des activités de déconstructions élective.
- BatiTerre doit ouvrir une implantation à Liège dans le cadre de l'appel à projet déchets/ressources.
- RESSOURCES collabore avec SAW-B pour favoriser la rencontre entre les entreprises sociales de déconstruction et les entreprises sociales de construction. L'objectif est d'activer la circulation des matériaux de construction de réemploi en rapprochant l'offre de la demande potentielle. Le manque de structuration actuel de l'offre nous a fait revoir le planning

d'organisation de ces rencontres pour ne pas risquer de décourager les entreprises volontaires par insuffisance de disponibilité de matériaux de réemploi. Une première rencontre avec les acteurs de la construction en Economie Sociale devrait prendre place en 2023, avec pour objectif d'identifier les pratiques circulaires actuelles et les freins à lever pour dynamiser la circulation des matériaux de réemploi.

RESSOURCES a participé activement à l'élaboration d'une position concertée et d'une remise d'avis par le Comité Technique section déchets/ressources de la Région wallonne sur le futur AGW hiérarchie des déchets.

RESSOURCES participe à la mise en place d'une « plateforme » pour le réemploi des matériaux de construction. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de Circular Wallonia. Une note d'intention doit être déposée idéalement pour la fin de l'année au cabinet Borsus. L'objectif premier de cette plateforme serait de permettre l'opérationnalisation de l'intégration de matériaux de réemploi dans les projets de construction/rénovation. Le public cible principal serait les entreprises et les pouvoirs publics.

1.3.5 Coordonner la filière vélos

Le secteur du cycle est en plein essor suite aux mois de confinement et constitue donc autant une opportunité de croissance qu'un défi pour les entreprises actives dans cette activité, y compris les entreprises de seconde main.

RESSOURCES vise à lancer une filière rassemblant les entreprises sociales actives dans la collecte, la réparation et la revente de vélos de seconde main. Si certaines entreprises sociales du secteur sont déjà membres de Ressources, d'autres doivent encore être recrutées. Après cette première phase de lancement, RESSOURCES mènera un travail de soutien et de développement de la filière similaire aux autres filières et adapté aux spécificités du secteur du cycle, entre autres la prédominance de l'activité de réparation/maintenance et les opportunités de développement de la fonctionnalité.

Actions

- Coordonner et animer les réunions de filière ;
- Recruter des entreprises sociales actives dans le secteur ;
- Collecter et analyser les données relatives aux performances de la filière ;
- Identifier des projets collectifs de collecte, traitement et de revente ;
- Développer et défendre des positions du secteur relatives à la reprise des pneus et des batteries et aux taux de TVA applicable ;
- Étudier la nécessité de développer un label qualité produit comme Vélocyclé.

Délivrables

- La liste des membres de la filière ;
- Des positions sur la reprise des pneus et des batteries et sur le taux de TVA applicable
- Des propositions de projets innovants.

Rapport 2022

Actuellement 5 entreprises collaborent au sein de la filière. Les membres de la filière vélos ont défini les chantiers prioritaires :

- La formation des stagiaires en insertion et la possibilité de valider leurs compétences en entreprise afin de pouvoir leur délivrer un diplôme/certificat. RESSOURCES a introduit début 2022 une demande de métier au CVDC, la première étape est passée avec succès. Les travaux continuent. La commission de référentiel métiers (Coref) a donné un avis positif lors de l'examen de correspondance pour les métiers du cycle et des motos. Nous devrions avoir un retour de la chambre de concertation et d'agrément (ChaCA) avant la fin de l'année. En cas de validation, les profils seront soumis à approbation par les Gouvernements concernés. RESSOURCES estime que si tout se passe bien, les premières validations de compétence en entreprises pourront avoir lieu dans une grosse année.
- La gestion des déchets ultimes (pneus, chambres à air et batteries non-reconditionnables) constitue une deuxième priorité. Des contacts ont été pris avec une initiative anglaise pour la gestion des pneus, mais n'ont rien donné de concret à ce jour. Des pistes de revalorisation des

chambres à air sont identifiées, comme Bicloo, Récup'osons. Une autre piste consiste à intégrer les pneus et chambre à air de vélo à la REP Recytire. Des contacts ont été pris en ce sens. Actuellement il n'existe pas de possibilité pour les recycleurs de traiter les pneus de vélos car les installations pour pneus de voiture ne les acceptent pas. Pour les batteries, un contact a été pris avec BeBat pour permettre aux entreprises sociales de devenir point de collecte ou de bénéficier d'un conteneur ad hoc pour l'entreposage sécurisé des batteries en attente de leur recyclage.

RESSOURCES a pris contact avec l'administration en charge de la Mobilité douce. Une première réunion entre les différents acteurs œuvrant pour le développement de l'utilisation du vélo (sensibilisation, formation, aménagement, reconditionnement, réparation) a eu lieu le 3 juin. L'objectif de cette réunion était de mettre les acteurs en relation afin de leur permettre plus de collaboration et de rationalisation dans la poursuite de leurs activités. Le secteur étant très segmenté, des activités du même type se construisent par différents acteurs (pro ou citoyens), sans aucune concertation, ce qui peut entraîner des mises en concurrence néfastes pour les uns et les autres et empêcher des collaborations nécessaires (notamment sur la question de l'accès aux gisements de vieux vélos ou de mutualisation des compétences ou outils particuliers). RESSOURCES participe depuis lors au GT de Wallonie Cyclable qui réunit les acteurs du vélo. Les apports de RESSOURCES se concentrent sur la formation des mécaniciens vélos (différents publics) et l'expertise dans l'entretien, la réparation et la mise à disposition de vélos reconditionnés.

Le secteur prend conscience de la nécessité de professionnaliser les activités et le reporting. RESSOURCES s'attèlera dans le courant 2023 à accompagner ses membres dans leur connaissance spécifique des flux de vélos, actuellement trop souvent intégré dans une rubrique « encombrant ». Ceci permettra à la filière d'optimiser ses actions et d'augmenter les quantités de vélos reconditionnés.

1.4 Développer la connaissance du secteur et de son contexte

RESSOURCES se positionne comme l'expert du secteur de l'économie sociale et circulaire. Pour obtenir cette reconnaissance d'expert, afin de nourrir ses réflexions stratégiques et dans le but d'assumer ses missions envers ses membres, RESSOURCES doit développer ses connaissances et capacités d'analyse du secteur et de son environnement.

Actions

- Développer des indicateurs environnementaux, sociaux, économiques et financiers nécessaires pour analyser et suivre le secteur ;
- Fournir les données et indicateurs nécessaires au suivi des actions du PWDR liées au réemploi, à la préparation au réemploi et à la réparation ;
- Collecter les données nécessaires à la mesure de ses indicateurs auprès des membres et auprès d'autres sources (sectorielles, statistiques...);
- Analyser et intégrer les données pertinentes du baromètre de la prévention, notamment celles relatives au frein à la réutilisation;
- Analyser les évolutions et enjeux du secteur avec les membres

Délivrables

- Un set d'indicateurs environnementaux, sociaux, économiques et financiers
- Un set de données fiables et adéquates
- Une analyse des performances et perspectives du secteur

Rapport 2022

RESSOURCES a lancé sa collecte des données 2021 auprès de ses membres en mai 2022. Les données collectées ont été validées, analysées et traitées avec les membres à l'automne 2022. Les données publiques seront publiées courant de l'hiver.

Par ailleurs, RESSOURCES collabore depuis de septembre 2022 avec un centre universitaire au développement d'indicateurs de performance et d'impacts qui permettront en outre d'explicitier la contribution des entreprises sociales et circulaires aux 17 Objectifs de développement durable

Dans l'intervalle, l'équipe de RESSOURCES s'est formée à deux niveaux. D'une part, dans le cadre de la gestion de projet, en mettant un focus particulier sur l'observatoire et d'autre part, d'un point de vue méthodologique dans le cadre de la formation DENIS, en mettant un focus spécifique sur l'évaluation de l'impact social.

1.5 Augmenter la reconnaissance du secteur

Aujourd'hui, la Fédération RESSOURCES gère plusieurs marques et labels. Si cette diversité permet des communications précises vers des publics spécifiques, le manque d'ensemble commun communicable (identité commune) empêche de capitaliser dans le temps et au bénéfice de l'ensemble des membres.

RESSOURCES vise donc à définir une identité commune forte rassemblant l'ensemble de ses membres et à se faire reconnaître comme l'expert de l'économie sociale et circulaire auprès de publics spécifiques.

Actions

- Animer un groupe communication avec les membres ;
- Définir une stratégie pluriannuelle
- Mettre en œuvre un plan annuel de communication
- Clarifier le positionnement de chaque marque détenue ou communiquée par RESSOURCES ;
- Transformer l'observatoire de la réutilisation en un rapport sociétal dynamique du secteur ;
- Développer une communication réactive face à l'actualité ;

Délivrables

- Une stratégie pluriannuelle de communication
- Un plan annuel de communication
- Un rapport sociétal de l'économie sociale et circulaire annuel
- 10 communiqués de presse par an
- Une revue de presse
- Un tableau de bord des communications digitales

Rapport 2022

RESSOURCES a redynamisé le GT Communication de manière participative, efficace et orientée résultat.

La stratégie de communication externe de RESSOURCES se concentre sur trois piliers :

- **Une autonomisation des membres par la mise à disposition d'outils adaptés**

Début avril, RESSOURCES a investi dans un outil digital adapté aux besoins des membres et adapté au fonctionnement de la Fédération. Le DAM (digital asset management) développé par CANVA a pour objectif de renforcer l'autonomie et la professionnalisation des membres et de son équipe. Cette sélection s'est faite sur base des besoins des membres. Une formation spécifique a été offerte aux membres, quatre sessions individuelles ont été données jusqu'à présent. De nouvelles sessions de formation sont prévues durant le second semestre 2022.

- **Un plan marketing et communication impactant et aligné sur le plan stratégique**

La Fédération a développé un plan de communication impactant, fondé sur un positionnement de RESSOURCES simple, efficace et reconnaissable. Une communication au service de la stratégie digitale de RESSOURCES et de ses membres. Dans ce cadre, RESSOURCES a mené trois campagnes de communication spécifiques, la « Fête de la Récup' », « Acteurs de l'ES » et le « Green Friday » et renforce les actions de communication de ses partenaires.

- **Fête de la Récup'**

La Fête de la Récup' 2022 s'est déroulée du 30/4 au 7/5. RESSOURCES a invité ses membres et l'ensemble des acteurs sociaux et circulaires wallons et bruxellois à organiser une action commune dans leurs boutiques/centres de tri/centres de réutilisation à destination du grand public afin de

mutualiser les efforts de communication et sensibiliser à un mode de consommation essentiel pour notre société, notre économie et notre environnement. Offre de produits et de services de qualité, ateliers créatifs, upcycling, déstockage, jeux-concours, etc. ont été proposés partout en Wallonie et à Bruxelles.

Les actions des membres de la Fédération et de ses partenaires ont été centralisées et coordonnées par RESSOURCES qui a assuré la communication de l'événement avec notamment un visuel commun, une plateforme web dédiée et une promotion de l'événement via la presse et les médias sociaux, soutenue par l'agence de com 95. RESSOURCES a développé une nouvelle stratégie de marketing digital « omni-channel », spécifique à l'événement et conclu un plan média avec Ngroup (NRJ, NOSTALGIE, CHERIE FM).

Dans ce cadre, RESSOURCES a organisé une conférence-débat avec l'aide de 10 panellistes afin de mettre en évidence les enjeux de notre secteur. Cette conférence-débat orientée B2B et relations institutionnelles avait pour objectif de rassembler les acteurs de la Récup' et leurs stakeholders. Nous avons compté 75 participants.

Les panellistes ont abordé cinq enjeux majeurs dans le développement de l'économie sociale et circulaire :

- L'accès au foncier ;
- La logistique (centre de regroupement, collecte, solutions innovantes ...)
- L'accès aux gisements (partenaires publics et privés, marchés publics ...)
- L'emploi, la formation, l'insertion et la citoyenneté ;
- La professionnalisation (démarches qualités, labels ...)

RESSOURCES assure un suivi concret sur les thèmes abordés en organisant des groupes de travail spécifiques afin d'établir des recommandations permettant de répondre aux enjeux à court et moyen termes des entreprises sociales et circulaires.

Enfin, RESSOURCES a rédigé un rapport d'impact des communications web (annexe 1.5.2), un rapport d'« évaluation après action » (annexe 1.5.3) et une revue de presse (annexe 1.5.4).

○ **Acteurs de l'ES**

Fin janvier, RESSOURCES, en collaboration avec ConcertES et W.alter, a entamé les travaux de planification stratégique dans le cadre de la troisième phase de la campagne « Acteurs de l'ES » à destination des jeunes wallons et bruxellois.

Cette troisième phase maintiendra l'objectif de rendre l'économie sociale claire et attractive auprès des 18-35 ans, avec un focus sur 3 cibles spécifiques, étudiants/travailleurs/consommateurs. Un autre objectif établi est de passer à l'étape de « conversion ». En bref, pousser le public touché lors des phases de campagne précédentes, entre autres à consommer « seconde main ».

La stratégie a été établie sur base d'une analyse fine des résultats de campagne et permettra de lancer la première phase de communication à destination du public francophone d'ici fin 2022.

Afin d'impliquer l'ensemble des acteurs de l'économie sociale, en dehors de la Fédération, un Kit de communication commun sera diffusé aux membres et aux autres acteurs de l'ES ainsi que des affiches, banniers, communiqué de presse et publications (posts) pour les réseaux sociaux.

○ **Le Green Friday**

En 2022, le focus a été mis sur l'expertise du secteur et l'urgence de changer nos comportements de consommation. Une étude sur un échantillon de 1600 citoyens européens a été menée par le collectif afin de décrypter leur comportement en tant que consommateur et leur perception du Green et Black Friday (annexe 1.5.5.). A noter que du côté de la Fédération européenne RREUSE, une nouvelle chargée de communication ainsi qu'une nouvelle chargée de projet ont intégré le groupe de coordination. L'objectif visé cette année est d'étendre la campagne au niveau européen. RESSOURCES coordonnant par ailleurs les actions au niveau belge en collaboration avec la fédération HERWIN.

Un plan media avec Nostalgie, Chérie FM, LN24 et la Libre Belgique a été mis en place. Trois communiqués de Presse ont été diffusés, dont un en néerlandais. RESSOURCES organisera une évaluation après action au début de l'année 2023.

- **Recupel**

RESSOURCES a collaboré avec Recupel dans le cadre de la campagne de sensibilisation au réemploi et recyclage des DEEE « Café Recupel ». RESSOURCES s'est efforcé de fluidifier les communications entre RECUPEL et ses membres. Plusieurs membres de la Fédération ont participé à la campagne du mois de mai, dont RetriVal, La Ressourcerie du Pays de Liège, Transform et Cyreo.

Une nouvelle campagne est prévue pour la fin de l'année et mettra en avant les activités de Droit et Devoir à Mons, Restor à Tubize et les Petits Riens à Bruxelles.

- **Une communication réactive à l'actualité**

Par ailleurs, RESSOURCES a développé une communication réactive face à l'actualité. Durant le mois d'avril, la Fédération a interpellé les médias au sujet du déploiement sauvage de réseaux de bulles à textile sur le territoire wallon et bruxellois. Cette interpellation a connu une excellente couverture média (annexe 1.5.1) qui a contribué à faire agir les différents acteurs comme les communes ou la DPC.

Enfin, RESSOURCES a encadré deux stagiaires « Marketing et communication » qui ont renforcé l'équipe durant le premier semestre 2022, afin notamment de mettre en œuvre le plan d'action spécifique lié aux réseaux sociaux et au site web de RESSOURCES. Les tableaux de bord développés par Meta et LinkedIn sont désormais intégrés dans le champ des indicateurs de suivi de la Fédération.

2 RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires

Plusieurs décrets et arrêtés régionaux encadrent les activités des entreprises sociales et circulaires. Par ailleurs, RESSOURCES identifie les dispositions réglementaires qui affectent les activités de ses membres. Elles ont trait à des matières très diversifiées et à tous les niveaux de pouvoir. De plus, le Gouvernement wallon vise à développer la circularité des matières et est en train d'adapter son cadre réglementaire en ce sens.

Dans ce contexte, RESSOURCES vise à formuler et soutenir des recommandations afin de favoriser le développement des activités des entreprises sociales et circulaires.

2.1 Adopter des positions argumentées sur les enjeux du secteur

Les positions de la fédération doivent être construites sur base de son expertise et en réponse aux besoins et enjeux des membres. Elles seront adoptées par les instances adéquates (filière ou CA).

Les enjeux du secteur sont notamment reliés aux politiques :

- de gestion des déchets-ressources
- de développement de l'économie circulaire
- de Responsabilités élargies des producteurs (REP)
- TVA
- de soutien à la réutilisation/réemploi/réparation
- de soutien à l'économie sociale et à l'insertion

Actions

- Identifier les enjeux importants pour les membres
- Rédiger des recommandations sur des enjeux identifiés
- Diffuser ces recommandations aux membres et les soutenir auprès des autorités et institutions pertinentes

Délivrables

- Positions adoptées par RESSOURCES sur
 - REP Matelas
 - REP Textile
 - REP meuble
 - REP Jouets
 - Collecte sélective d'objets réutilisables

Rapport 2022

RESSOURCES suit les enjeux liés aux REP, aux collectes sélectives et à l'AGW réutilisation et contribue aux travaux préparatoires menés par les consultants sur chaque dossier. Les représentants de RESSOURCES défendent leur position en réunion.

- **REP**

RESSOURCES a assisté à la réunion de présentation de l'Avant-Projet d'Accord Interrégional REP et a procédé à l'analyse de celui-ci afin de le présenter à son conseil d'administration et d'aboutir à une position. Dans ce dossier une position commune HERWIN-RESSOURCES a été relayée vers les Régions.

RESSOURCES reste attentif aux liens existants entre les dossiers REP et la révision de l'AGW réutilisation, notamment sur le danger de remplacer les subventions octroyées actuellement par les seules contributions des organismes de gestion.

- **REP Matelas**

RESSOURCES a négocié avec Valumat une convention-cadre et le contenu des contrats-types à l'attention des entreprises d'économie sociale et circulaire agréées. La convention a été signée en

août 2022 et les contrats-types ont été présentés aux membres en présence de Valumat le 15 septembre 2022.

En 2022, seule la Ressourcerie du Pays de Liège a signé un contrat avec Valumat.

- **REP Textiles**

RESSOURCES et ses membres élaborent une position sur les futures collectes sélectives et REP textiles (annexe 2.1.1.) et continueront de la défendre au sein du Comité de suivi de l'étude commandée par la Région. Cette position doit encore être formalisée. Dans les grandes lignes, la collecte ne concernerait que les textiles ménagers, mais pourrait être étendue aux vêtements professionnels sous d'autres modes opératoires et aux textiles, linge de maison et chaussures non-réutilisables en l'état avec une limite pour écarter les potentiels contaminants. Le mode opératoire de ces collectes doit encore être étudié. Un test à petite échelle est en cours pour séparer le réutilisable du non-réutilisable en proposant 2 bulles distinctes. La suite des travaux de l'étude prévoit une analyse de scénarios augmentant significativement la réutilisation locale et la lutte contre les dépôts sauvages et les collectes illégales. L'objectif est de fournir une proposition chiffrée (en termes d'objectifs et de financement) pour la future filière REP.

- **REP Meubles**

RESSOURCES a participé au comité de suivi de l'étude de faisabilité d'une REP Meubles. RESSOURCES a transmis les informations disponibles, a expliqué les modes opératoires et les objectifs visés par le secteur et a consacré une journée de travail à expliquer la législation déchets au juriste en charge de cette partie de l'étude. RESSOURCES a notamment apporté des précisions sur les définitions et activités couverte par les notions de réemploi/réutilisation, préparation en vue de la réutilisation et les spécificités de la réutilisation matière.

RESSOURCES signale que le consultant en charge de l'étude manque visiblement des connaissances de base du secteur des déchets et de la réutilisation en particulier et n'a pas démontré à ce jour de capacité de prise en compte des informations transmises.

En attente de la poursuite de l'étude, RESSOURCES a demandé à ses membres de distinguer le flux meuble de l'ensemble des Objets du Quotidien. Auparavant, le découpage se faisait plus entre l'encombrant (gros objets du quotidien) et les autres (petits) objets du quotidien. Les données 2021 sont encore fortement basée sur des estimations au niveau des entreprises. RESSOURCES attend les données 2022 de ses membres pour affiner ses statistiques.

- **Collectes sélectives**

RESSOURCES suit l'étude sur les Collectes sélectives, en particulier pour la collecte sélective des objets et éléments réutilisables. L'étude démontre que ce flux représente de loin celui qui possède le plus grand impact social, environnemental et économique parmi les flux étudiés.

RESSOURCES a fourni les données demandées au consultant, a questionné et commenté certains calculs et certaines recommandations du rapport. RESSOURCES a réagi aux propositions de modifications des AGW cout-vérité et petits subsides le 25 novembre 2022 et a proposé à la Copidec et à l'UVCW d'en discuter afin de trouver un accord qui satisfasse l'ensemble des parties.

- **Agrément relatif aux entreprises sociales de la réutilisation**

RESSOURCES participe au comité de suivi de l'étude préparatoire à la révision de l'agrément. RESSOURCES a fourni les données demandées au consultant, a questionné et commenté certains calculs et certaines recommandations du rapport.

- **Actualisation de la liste des poids moyens**

RESSOURCES suit l'étude Moore commanditée par l'OVAM sur la question de l'établissement de poids moyens par type et catégories de produits. RESSOURCES a notamment rappelé sa volonté de mise en place d'un système d'actualisation des poids moyen reconnu et géré conjointement par les trois Régions. Après un entretien avec l'OVAM sur le contenu de la mission, RESSOURCES a participé à la réunion de lancement le 9 juin et suit l'évolution de l'étude.

2.2 Représenter les entreprises sociales et circulaires

RESSOURCES soutient ses recommandations auprès des autorités compétentes et vise à créer un environnement économique, social, réglementaire et administratif favorable à l'économie sociale et circulaire.

Actions

- Mener un dialogue constructif avec les institutions, administrations et cabinets ministériels compétents ;
- Assurer les mandats au sein du CESEW – pôle environnement
- Répondre aux sollicitations de la Région concernant la participation à des comités de pilotage d'études, actions et appels à projets en lien avec l'économie circulaire
- Répondre aux sollicitations de la Région concernant le suivi des politiques régionales, fédérales et européennes

Délivrables

- Recommandations et avis envoyés à la Région
- Positions soutenues au CESEW

Rapport 2022

RESSOURCES a participé activement aux réunions du Pôle Environnement. Plus particulièrement en ce qui concerne l'examen de l'Avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon favorisant la hiérarchie des déchets (annexe 2.2.1) et modifiant diverses dispositions relatives à la gestion des déchets ainsi que celui de l'Avant-projet de Décret rectificatif n°3 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique (annexe 2.2.2. et 2.2.3.).

APAGW Hiérarchie

RESSOURCES est intervenue sur de nombreux points de ce texte qui peut influencer sur bien des aspects des activités de ses membres. RESSOURCES a été veillé à ce que les définitions soient adaptées pour viser la déconstruction, élargir celle de déchets de bois récupérable, obtenir une définition d'éléments réemployables utile et identique dans l'AP Décret Déchets. Comme toujours, RESSOURCES a également veillé à faire inscrire la préparation en vue du réemploi là où ce traitement est pertinent.

En ce qui concerne les dons de biens invendus, la nécessité pour les entreprises d'économie sociale et solidaire agréées de pouvoir vendre les biens reçus a été admise et inscrite dans l'avis. Sur ce point RESSOURCES soutenait qu'il n'y avait pas lieu de limiter les dons aux seuls biens de première nécessité dans la mesure où il s'agit d'une mesure de lutte contre le gaspillage et de réduction des déchets, un consensus n'a pas pu être obtenu sur ce point. Par contre la limitation aux seuls biens visés par la réglementation TVA, proposition qui avait pour effet de limiter le champ d'application du texte encore plus strictement que la référence aux biens de première nécessité n'a pas été retenue, ce qui est positif.

RESSOURCES a également proposé d'étendre le champ d'application de l'obligation de vérifier le caractère réemployable/réparable des vêtements de travail à l'ensemble des textiles. La nécessité de séparer les inventaires déchets dangereux et matériaux a également été prise en compte de même que l'objectif d'intégrer dans les cahiers des charges des travaux publics de construction l'incorporation de matériaux issus de la préparation en vue du réemploi.

Pour ce qui est de la modification de l'AGW Coût-Vérité RESSOURCES soutient la nécessité d'inclure les éléments réemployables dans la liste des biens visés par le service minimum ainsi que d'adopter le principe d'une collecte préservante sur appel des biens réemployables sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne en plus de la collecte en parcs à conteneurs et dans les points d'apports et enfin d'étendre le champ d'application de la mesure à l'ensemble des éléments réemployables plutôt qu'à une partie non définie. RESSOURCES a soutenu que les points d'apports volontaires ne devaient pas être soumis à l'obligation de tenir une liste des personnes qui apportent un DEEE, en effet elle est de nature à décourager les apports de DEEE réutilisables, ce qui est contraire à l'objectif de circularité et de gestion parcimonieuse des ressources poursuivies par le texte.

Enfin, des modifications ont été proposées en ce qui concerne la réécriture de la rubrique 63.12.05 pour éviter de limiter la réparation aux seules petites réparations et remplacer l'objectif de commercialisation par celui de préparation en vue du réemploi.

APD déchets

RESSOURCES a proposé l'ajout de la définition d'éléments réemployables telle qu'acceptée précédemment dans le cadre de l'examen de l'AGW hiérarchie, en effet cette définition a tout son sens dans le Décret dans la mesure où elle est utilisée également dans l'AGW coût-vérité, il convient de maintenir une cohérence. De même en ce qui concerne la référence aux éléments issus de la préparation en vue du réemploi qui devraient être utilisés dans les futurs chantiers publics.

Par ailleurs, RESSOURCES a pointé la nécessité de prévoir une exception à l'obligation pour le collecteur ou transporteur de déchets dangereux d'informer « le bénéficiaire du service de gestion de déchets des modalités et des coûts détaillés de la gestion ainsi que de la destination des déchets » pour les collectes à domiciles ponctuelles, non-récurrentes et sur appel d'appareils électroménagers réalisés par les entreprises d'économie sociale. En effet, cette obligation paraît disproportionnée et risque de constituer un frein à la collecte des DEEE pour la préparation en vue de la réutilisation, ce qui est contraire aux objectifs poursuivis.

Une des mesures transitoires prévues par le texte est particulièrement problématique en ce qu'elle prévoit qu'il sera mis fin aux conventions qui concernent la collecte des déchets ménagers. Cette disposition va avoir pour effet de mettre fin prématurément à des milliers de conventions et contraindre les opérateurs à en conclure de nouvelles. Par exemple les conventions entre les Communes et les opérateurs de collecte textile. Cette disposition est source d'insécurité juridique. RESSOURCES soutient qu'il convient de prévoir une exception en ce qui concerne les conventions conclues par les entreprises d'économie sociale.

RESSOURCES a participé à la journée sur le terrain organisée par le Pôle Environnement à Gembloux le 24 juin ainsi qu'à la mise en place du Pôle Environnement 2022-2027, RESSOURCES ayant vu ses mandats renouvelés au sein de cette instance.

2.3 Développer des partenariats stratégiques

2.3.1 Avec IEW et les associations environnementales

En tant que Fédération des entreprises sociales et circulaires, RESSOURCES et ses membres agissent concrètement à la fois les enjeux sociaux et environnementaux. Par son adhésion à Inter-Environnement Wallonie, RESSOURCES se donne comme objectifs particuliers d'amplifier le mouvement en faveur d'une économie circulaire qui intègre les enjeux sociaux et de créer des ponts entre les associations environnementales et l'économie sociale.

Actions

- Participer activement aux instances d'IEW
- Obtenir le soutien d'IEW aux positions de RESSOURCES
- Initier et participer activement au travail de coordination de la représentation environnementale au sein du CESEW

Rapport 2022

RESSOURCES a participé aux AG d'IEW/Canopea.

Dans son travail au Pôle Environnement du CESEW, RESSOURCES informe IEW/Canopea de ses positions et obtient son soutien le cas échéant. Par ailleurs, RESSOURCES invite régulièrement IEW/Canopea à prendre positions sur des questions en lien avec la gestion des déchets et l'économie circulaire et formule des propositions de contenu le cas échéant.

RESSOURCES a initié une coordination entre les différents représentants du « banc environnemental » au CESEW afin de mieux s'informer et collaborer sur les dossiers transversaux, comme la consultation sur le Plan de relance et de résilience par exemple. RESSOURCES a intégré ConcertES dans cette coordination pour que le « banc environnemental » bénéficie des connaissances et expertises de l'économie sociale, qui n'est pas représentée directement au CESEW.

2.3.2 Avec la Fédération flamande HerWin

RESSOURCES collabore avec Herwin dans le suivi des dossiers fédéraux, dans les négociations des REP, les partenariats à portée nationale et dans le développement de divers projets opérationnels.

Actions

- Développer une position commune auprès d'institutions et entreprises fédérales ou à portée nationale
- Collaborer sur les questions relatives à la TVA et aux dons non-alimentaires
- Échanger et se coordonner dans nos approches respectives des REP

Rapport 2022

En 2022, RESSOURCES a renforcé sa collaboration avec la fédération HERWIN. Plusieurs réunions stratégiques et opérationnelles ont été organisées tout au long de l'année. Les thématiques principales abordées sont la digitalisation des activités de nos membres, les stratégies de communication et de marketing, l'opérationnalisation de plans de communication communs, notamment avec RECUPEL et Rreuse, l'Accord de coopération sur les REP, les futures REP Textiles et Meubles, une proposition de critères pour évaluer le caractère réutilisable des matelas, la gestion de la liste des poids moyens, les négociations avec Recupel ou encore l'élaboration d'une position commune pour le développement des activités de l'économie sociale dans les points vélos SNCB.

HERWIN et RESSOURCES ont par ailleurs convenu de rassembler leurs forces et moyens afin de développer des stratégies digitales communes, notamment en termes de vente en ligne, de relations avec le secteur privé et de recherches et développement dans le domaine de IA.

2.3.3 Avec le réseau européen Rreuse

RESSOURCES est membre du board de Rreuse. Les chargés de filière assurent une veille de l'actualité européenne et développent une connaissance du secteur dans d'autres pays européens.

RESSOURCES contribuera activement à développer et défendre des propositions qui favorisent la réutilisation par des entreprises sociales dans les réglementations européennes, notamment via l'imposition d'objectifs distincts de réutilisation dans les REP.

Actions

- Participer aux board de Rreuse
- Participer activement au GT textile
- Participer activement au GT WEEE
- Participer activement au GT Circular economy

Délivrables

- Positions développées au sein de Rreuse en faveur de la réutilisation par des entreprises sociales

Rapport 2022

Les chargés de filières de RESSOURCES participent activement aux GT relatifs à leurs filières. En 2022, RESSOURCES a particulièrement contribué aux travaux de Rreuse sur la stratégie textile EU et le nouveau cadre « Waste Shipment ».

RESSOURCES a intégré Rreuse à la coordination du Green Friday dans l'optique de donner une dimension européenne à cette action de communication.

RESSOURCES a accueilli l'équipe de Rreuse le 30 juin 2022 pour un échange sur nos travaux et actualités respectifs.

RESSOURCES a participé activement à l'AG de Rreuse de mi-novembre (Vienne) dédiée aux projets de digitalisation en court ou en préparation dans le réseau.

2.3.4 Avec les communes, CPAS et intercommunales

RESSOURCES et certains de ses membres sont directement en contact avec des communes, CPAS, intercommunales et la COPIDEC que ce soit sur des dossiers opérationnels, des remises d'avis officiel ou le développement de projets (ex : Ressourcerie).

Actions

- Identifier et soutenir, le cas échéant, des positions communes avec les communes, intercommunales et la COPIDEC ;
- Développer des collaborations avec les communes, CPAS et intercommunales le cas échéant.

Rapport 2022

L'enjeu principal de RESSOURCES vis-à-vis des intercommunales de gestion des déchets consiste à convaincre les dernières à développer et soutenir la création et/ou le développement des services types d'une Ressourcerie sur leur zone, en collaboration avec les acteurs de l'économie sociale.

Afin de dépasser les dernières réticences, RESSOURCES propose d'intégrer la collecte à domicile sur appel d'objets réutilisables dans le service minimum (révision AGW cout-vérité) et de couvrir une partie du coût généré pour les communes via l'AGW petits subsides. RESSOURCES discute de ses propositions avec la Copidec et l'UVCW.

Par ailleurs, RESSOURCES suit le développement de la collecte d'objets réutilisables dans les recyparcs avec la Copidec et les Intercommunales actives.

RESSOURCES a pris contact avec une série de communes sur le territoire desquels des bulles de collecte textiles ont été placées illégalement. Les communes ont globalement réagi de manière efficace aux demandes de RESSOURCES.

RESSOURCES a initié un débat sur les difficultés de recrutement de publics d'insertion avec la Fédération des CPAS, à l'occasion de l'AG d'Initiatives, la Fédération des EI, des IDESS et des IES.

2.3.5 Avec les fédérations sectorielles

Les Fédérations patronales sectorielles représentent des secteurs d'activités avec lesquels les membres de RESSOURCES collaborent régulièrement. Afin de faciliter et d'encourager ces partenariats d'entreprises, RESSOURCES vise à mieux connaître, échanger, identifier des intérêts communs et définir de cadre de collaborations possibles.

Actions

- Identifier et soutenir, le cas échéant, des positions communes avec d'autres fédérations (Denuo, Coméos, Créamoda...)
- Développer des collaborations avec des fédérations en soutien aux activités des membres

Rapport 2022

Après avoir observé l'intérêt grandissant des distributeurs pour le marché de la 2nde main, RESSOURCES a pris contact avec Coméos afin d'explorer les potentielles collaborations entre fédérations et entre nos membres respectifs.

Coméos s'est montré particulièrement intéressé par l'expertise en reconditionnement et vente de seconde main. RESSOURCES a positionné ses membres comme partenaires des distributeurs.

Depuis les premiers contacts, Ressources a assisté à une session de restitution d'une étude sur le paysage du 2nde main conduite par Coméos. Ressources est également intervenu lors d'un webinaire avec les membres de Coméos pour présenter le secteur de la réutilisation.

Une réunion spécifique à la mise en place de partenariats pour la collecte et la valorisation des textiles doit avoir lieu entre Coméos, RESSOURCES et ses membres le 15 décembre 2022. Les propositions porteront sur l'amélioration de la collecte de vêtements en grande surface, comme solution complémentaire au réseau actuel de bulles à textiles.

3 RESSOURCES favorise l'innovation dans l'économie circulaire, de la fonctionnalité et du numérique

3.1 Accompagner la digitalisation du secteur

La digitalisation d'une partie des activités des entreprises sociales et circulaires est cruciale pour leur développement économique, ou simplement pour assurer la pérennité de l'activité. La crise sanitaire provoque des changements de comportement, notamment des consommateurs, qui accélère la nécessité de digitaliser.

La digitalisation est également cruciale dans les activités d'insertion socio-professionnelle ou simplement dans un souci de simplification administrative.

Par contre il est nécessaire d'adapter les outils digitaux aux méthodes de travail et aux valeurs de l'économie sociale, notamment la lutte contre la fracture numérique.

Actions

- Coordonner un groupe de travail digitalisation
- Obtenir des financements complémentaires pour financer des projets mutualisés de développement d'outils digitaux adaptés aux besoins du secteur.

Rapport 2022

RESSOURCES a obtenu en 2022 un soutien de la Région via le fond déchet pour un projet visant à doter le secteur d'un système de reporting. L'objectif est d'apporter un outil concret à nos membres dans le cadre de la simplification administrative. Ce projet vient se greffer au travail initié en 2021 sur l'adoption d'un ERP mutualisé par le secteur et financé via un projet pilote en économie sociale. Ces projets sont menés grâce à des réunions bi-hebdomadaires d'un GT composé de 6 membres représentant la diversité des opérateurs de la fédération.

En 2022, RESSOURCES a obtenu un financement dans le cadre du plan de relance pour la Wallonie pour la création d'une plateforme collaborative de vente en ligne de biens et de matières de seconde main. Les objectifs visés au travers de ce plan sont de :

- Développer une stratégie de marketing digital commune à l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et circulaire en Wallonie ;
- Créer un site commun de vente en ligne mutualisé ;
- Former les utilisateurs à l'intégration de ce nouveau canal de vente dans leur chaîne opérationnelle ;
- Promouvoir auprès des consommateurs et consommatrices le nouveau site de vente en ligne.

Un plan d'action spécifique a été élaboré (Annexe 3.1.1). Il s'articule autour de 9 objectifs spécifiques. Le financement a été confirmé durant l'été et les deux premières phases du plan d'action ont été mis en œuvre. Vu la confirmation tardive du financement de ce projet un décalage de 6 mois est envisagé et une demande de report partiel du subside a été introduite auprès du cabinet concerné.

Par ailleurs, la gestion du futur dispositif mutualisé impose la création d'une structure ad hoc. Le choix d'une coopérative d'utilisateurs est proposé. RESSOURCES a déposé une demande de subside dans le cadre de l'appel à projet de « coopératives » visant à dégager les fonds nécessaires à la création de la coopératives et à la prise en charge des frais de lancement.

3.2 Explorer et tester des activités complémentaires

Dans un contexte de plus en plus concurrentiel, où l'économie circulaire attire de plus en plus d'acteurs et face à la baisse de qualité des produits neufs et à l'essor du recyclage, les entreprises sociales et circulaires ont intérêt à diversifier leurs activités.

Le développement d'activités complémentaires à plus haute valeur ajoutée, comme le remanufacturing, l'upcycling ou la réparation, ou à plus large échelle comme la préparation au recyclage de certains flux permettrait de mieux valoriser les flux collectés, de fournir des services et produits plus diversifiés et de créer des emplois pour un public peu qualifié ou pour former des valoristes spécialisés.

Actions

- Sensibiliser les membres à développer des projets d'innovation et de diversification
- Accompagner les membres dans la construction de projets d'innovation et de diversification
- Accompagner les membres dans leur recherche de financement ou dans la réponse à un appel à projets ;
- Développer des projets pilotes avec les membres

Rapport 2022

RESSOURCES a soutenu et accompagné ses membres dans leurs réponses aux différents appels à projets lancés fin 2021 ou début 2022 (réutilisation, Go Circular, Déchets-ressources et FSE+). RESSOURCES se met à disposition de ses membres pour les soutenir dans le développement des projets sélectionnés.

RESSOURCES répond aux sollicitations de l'administration dans le cadre des préparations des futurs appels-à-projets (réutilisation, Go Circular, bourses Coopératives) afin de les calibrer au plus près des besoins de terrain, et pour intégrer les comités de suivis ou les jurys de sélection.

3.3 Identifier et suivre des activités émergentes

RESSOURCES suit le développement d'activités pionnières dans l'économie circulaire afin d'identifier des opportunités de développement de ses membres ou d'identifier de nouvelles filières et activités potentielles.

Actions

- Suivre les projets de développement de nouvelles activités comme
 - o la réutilisation de matériel médical
 - o la valorisation de déchets verts
- Accompagner des porteurs de projets de ressourcerie

Rapport 2022

RESSOURCES a concentré son activité sur le développement de deux Ressourceries, au Luxembourg et dans la Botte du Hainaut (cfr 1.3.3. Coordonner la filière Objets du quotidien).

Par ailleurs, RESSOURCES suit et conseille le projet Rebelotte mené par le CPAS de Comblain-au-Pont en collaboration avec les asbl Le Cortil et La Teignouse.

Au niveau du matériel médical, RESSOURCES participe au projet de déploiement d'un réseau spécifique au départ de l'activité d'un de ses membres PMR Recup. RESSOURCES conseille PMR Récup dans la constitution d'une demande de financement pour un projet pilote.

4 RESSOURCES soutient les entreprises sociales et circulaires dans leur professionnalisation et la concrétisation des leurs finalités économiques, environnementales et sociales

4.1 Proposer des conseils juridiques aux membres

Les entreprises sont soumises à la législation déchets, mais également à toutes les réglementations visant directement ou indirectement les entreprises.

RESSOURCES suit et informe ses membres de l'évolution du cadre réglementaire et légal qui influence les activités des entreprises sociales et circulaires.

Actions

- Assurer le suivi des trois AGW : conseiller les membres dans la mise en œuvre des deux arrêtés et faire des recommandations à la région, si requises;
- Mettre à disposition des membres une information juridique actualisée (CCO)
- Conseiller/Accompagner les membres dans leurs démarches juridiques et administratives (CCO)

Délivrables

- nombre de dossiers d'agrément accompagnés ;
- la liste des fiches juridiques mises à jour
- la liste des accompagnements et conseils juridiques délivrés aux membres

Rapport 2022

Les fiches juridiques (annexe 4.1.) relatives aux aides de minimis et cumuls ainsi que celle sur le défraiement des volontaires ont été mises à jour. Une nouvelle fiche proposant une grille d'analyse et des pistes en cas de soupçons en ce qui concerne des pratiques constitutives de concurrence déloyales a été mise à disposition des membres. Enfin la fiche relative à la garantie légale des biens de consommation a été revue suite à la modification du cadre légal

Par ailleurs, RESSOURCES a transmis à ses membres des informations relatives aux habillages d'aide d'Etat « de minimis » et « RGEC » ainsi qu'une grille d'analyse RGEC dans le cadre de l'appel à projets déchets-Ressources. Les membres ont également été informés quant aux adaptations des mesures COVID au travail « Mise à jour des mesures au 7 mars 2022- Guide générique employeurs et baromètre code jaune » ainsi que sur leurs obligations en matière de bien-être au travail des travailleurs Art.60, l'entrée en vigueur de l'obligation d'offrir un moyen de paiement électronique, les modifications du régime de la garantie légale des biens de consommation ainsi que les mesures de soutien face à la crise énergétique.

La veille sur les mesures de soutien face à la crise énergétique est partagée au sein de l'économie sociale via Concertes.

Enfin, RESSOURCES a fourni du conseil juridique particulier à 18 entreprises wallonnes dans les domaines suivants :

- Mesures COVID application du baromètre aux événements publics et activités associatives, Concurrences déloyales, autorisations
- Cumuls de minimis, de minimis SIEG-RGEC et plafonds
- Révision de statut ASBL
- TVA 6%
- Tableau de Minimis et Tableau général appel à projets déchets ressources
- Quels aides sur les minimis ?
- Adaptation de conditions générales-transport
- Agrément réutilisation et agrément collecte transport

- Dépôt-vente-TVA et convention de partenariat
- Condition générale de vente relecture et adaptation
- Code NACE
- Agrément IES

4.2 Faciliter la rencontre des offres des membres avec les demandes individuelles, collectives et institutionnelles

RESSOURCES est régulièrement contacté par des individus et des entreprises qui recherchent les services d'une entreprise membre. RESSOURCES met à disposition une information actualisée pour aiguiller au mieux le public vers les membres adéquats.

Actions

- Aiguiller les demandes individuelles vers les membres
- Faciliter la création d'offres collectives de services entre membres
- Promouvoir des clauses sociales et circulaires dans les marchés publics

Rapport 2022

Entre novembre 2021 et novembre 2022, RESSOURCES a recensé 308 demandes de renseignements de la part du grand public, dont 218 mails et 90 appels téléphoniques. 163 demandes concernaient plus précisément la Wallonie (annexe 4.2.). RESSOURCES répond systématiquement aux demandes en informant concrètement sur les services proposés par ses membres.

4.3 Poursuivre l'amélioration continue de la qualité des services avec Rec'Up

Le label Rec'Up a été développé afin de doter les membres d'un outil d'amélioration continue de la qualité adaptée. Depuis sa création, ce label connaît une croissance régulière. Rec'Up est reconnu par la Région comme démarche qualité permettant l'agrément d'entreprise de réutilisation.

Le label Rec'Up définit des critères d'organisation qui garantissent la qualité des produits et services proposés par les entreprises d'économie sociale actives dans la collecte, le tri, la réutilisation, la valorisation et le recyclage de biens. Ces critères sont en continuelle évolution et leur respect est contrôlé tous les 18 mois par des audits des sites labellisés.

Actions

- Coordonner le comité de pilotage de Rec'Up
- Améliorer et compléter les critères de qualité Rec'Up
- Améliorer la méthodologie de mise en œuvre et de vérification des critères
- Coordonner les campagnes d'audits croisés
- Mener les vérifications des normes fondamentales
- Recruter de nouveaux membres dans la démarche

Rapport 2022

RESSOURCES a organisé deux réunions plénière les 27/01 et 15/09 et trois comités de pilotage les 10/01, 12/05 et le 01/12.

20 audits ont été réalisés en octobre 2022. Les rapports seront soumis au comité de pilotage prévu le 01/12.

Si 3 sites d'exploitation ont été fermés en raison de la pandémie, trois structures ont adhéré au label : Dabeï, Retriaval et R-Sud Hainaut.

Liste des annexes

[1.1.1. Liste des membres](#)

[1.3.2.1 Bilan semaine de la réparation](#)

[1.3.2.2 Indice de réparabilité-synthèse-remarques](#)

[1.3.3.1. Collecte en recyparcs](#)

[1.5.1. Couverture médiatique sur la collecte illégale de textiles](#)

[1.5.2. Rapport d'impact de la communication web](#)

[1.5.3. Rapport d'évaluation de la Fête de la récup' 2022](#)

[1.5.4. Revue de presse de la Fête de la récup'](#)

[1.5.5. étude HARRIS](#)

[2.1.1. position future REP textiles](#)

[2.2.1. Observations RESSOURCES AGW Hiérarchie](#)

[2.2.2. Observations-RESSOURCES-APD-déchets](#)

[2.2.3. Note complémentaire de Ressources en vue séance du 29 du CESEW](#)

[3.1.1. plan d'action digitalisation et vente en ligne](#)

[4.1. Liste des fiches juridiques](#)

[4.2. Demandes individuelles redirigées vers les membres](#)